

**DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE  
VILLE DE RIS-ORANGIS**

**ARRETE TEMPORAIRE N° 2024/075  
du mercredi 28 février 2024**

**Rapportant l'arrêté n°2024/039 du 19 janvier 2024 et portant modification temporaire de la réglementation en matière de circulation et de stationnement, au 65 Avenue de la Libération à Ris-Orangis, afin de poser une chambre L3T télécom et deux fourreaux PVC (6 cm) jusqu'à la chambre Orange, par la Société FRACOM pour le compte de la Société EXAINFRA NET**

Le Maire de Ris-Orangis, Conseiller départemental de l'Essonne,

**VU** Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6,

**VU** le Code de la Route notamment les articles L 325-1 à L 325-13 ; R 411-1 à R 411-33 ; R 412-1 à R 412-43 ; R 417-1 à R 417-13,

**VU** le Code de la voirie routière,

**VU** le Code Pénal,

**VU** le Décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière,

**VU** le Décret n° 86-476 du 14 mars 1986 portant modification de l'article R26 du Code Pénal,

**VU** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière et les textes subséquents le modifiant et le complétant,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – huitième partie sur la signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel en date du 6 mai 1992,

**VU** l'arrêté n° 2017/432 du mercredi 20 septembre 2017, portant réglementation de la circulation des véhicules et instituant une limitation à 30km/h des véhicules à moteur sur le territoire de la commune de Ris-Orangis,

**VU** l'arrêté n°2022/059 du 14 février 2022 portant réglementation des bruits et prévention des atteintes à la tranquillité,

**VU** l'arrêté n°2024/039 du 19 janvier 2024 portant modification temporaire de la réglementation en matière de circulation et de stationnement au 65 Avenue de la Libération à Ris-Orangis, afin de poser une chambre L3T telecom et deux fourreaux PVC (6 cm) jusqu'à la chambre Orange, par la société FRACOM pour le compte de EXAINFRA NET,

**VU** l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Essonne,

**VU** le règlement communal de voirie,

**CONSIDERANT** la demande présentée par la Société FRACOM, domiciliée au 1 Avenue Laennec – 93380 PIERREFITTE-SUR-SEINE, pour le compte de la Société EXAINFRA NET, domiciliée au 34 Rue des Gardinoux – 93300 AUBERVILLIERS, relative à des travaux de pose d'une chambre L3T télécom et de deux fourreaux PVC (6 cm) jusqu'à la chambre Orange, au 65 Avenue de la Libération à Ris-Orangis,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de prendre toutes les dispositions pour assurer la pérennité du domaine public, la sécurité des piétons et des automobilistes pendant toute la durée des travaux,

**CONSIDERANT** qu'il convient de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules,

**CONSIDERANT** qu'il convient de rapporter l'arrêté n°2024/039 du 19 janvier 2024 en raison d'un report de la date de travaux.

**SUR** proposition des Services Techniques Municipaux,

---

## **A R R Ê T E**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : Autorisation.**

La Société FRACOM, domiciliée au 1 Avenue Laennec – 93380 PIERREFITTE-SUR-SEINE, est autorisée à réaliser des travaux de pose d'une chambre L3T télécom et de deux fourreaux PVC (6 cm) jusqu'à la chambre Orange, au 65 Avenue de la Libération à Ris-Orangis, pour le compte de la Société EXAINFRA NET, domiciliée au 34 Rue des Gardinoux – 93300 AUBERVILLIERS.

### **Les travaux entraîneront :**

- Une déviation des piétons.

### **ARTICLE 2 : Stationnement.**

Au niveau des travaux, le stationnement des véhicules sera interdit et considéré comme gênant la veille au soir et durant l'ensemble de la durée des travaux. Les services de Police seront chargés de l'enlèvement des véhicules en infraction, conformément aux articles L 325-1 à L 325-12 du Code de la Route.

### **ARTICLE 3 : Signalisation et sécurisation du chantier.**

L'entreprise chargée des travaux devra mettre en place de part et d'autre du chantier une signalisation réglementaire annonçant les travaux en cours.

### **ARTICLE 4 : Propreté des abords du chantier.**

Les abords du chantier devront être nettoyés aussi souvent que nécessaire par l'entreprise chargée des travaux en fin d'intervention, ainsi que sur simple demande des services techniques municipaux.

**ARTICLE 5 : Remise en état du chantier.**

A l'achèvement des travaux, l'entreprise est tenue d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, graviers et immondices, de réparer immédiatement tous les dommages qui auraient été causés sur le Domaine Public ou ses dépendances, de rétablir dans leur premier état initial les fosses, talus, accotements, chaussées ou trottoirs qui auraient été endommagés et d'enlever la signalisation du chantier.

En cas de fouille, l'entreprise devra procéder aux reprises d'enrobés sur la largeur de la fouille et sur la largeur totale sur trottoir ou de la chaussée avec un épaulement de 20 cm.

**ARTICLE 6 : Affichage.**

Le présent arrêté doit être affiché par le demandeur 48 heures minimum avant le début des travaux et pendant toute la durée de l'intervention, à chaque extrémité du chantier.

**ARTICLE 7 : Durée.**

Le présent arrêté est applicable du lundi 18 mars 2024 au mardi 16 avril 2024.

**ARTICLE 8 :** L'arrêté n°2024/039 du 19 janvier 2024 est rapporté.

**ARTICLE 9 : Ampliation.**

Le présent arrêté sera transmis à :

- Monsieur le Directeur Départemental des Polices Urbaines,
- Monsieur le Commissaire de la Police d'Evry,
- Monsieur le Directeur de la Police Municipale,
- Madame la Directrice des Services Techniques et de l'Urbanisme.

Et toute autorité administrative et agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Ris-Orangis, le 28 février 2024.

Le Maire certifie sous sa responsabilité

Le caractère exécutoire de cet acte :

Transmis en Préfecture le :

Publié le : **08 MARS 2024**

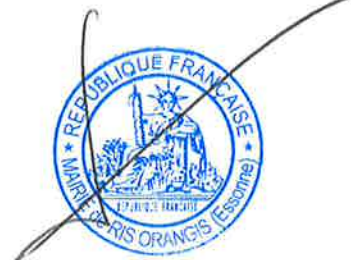
Notifié le :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours

Devant le Tribunal Administratif de Versailles

Dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification.

**Stéphane Raffalli**  
Maire de Ris-Orangis,  
Conseiller départemental de l'Essonne



2024/

